

# Table des matières

<b>Le point sur la faute extracontractuelle et ses éléments constitutifs</b>	7
Boris GOFFAUX	
<b>Propos liminaires</b>	7
<b>Section 1. L'élément objectif de la faute ou la méconnaissance d'une norme de conduite</b>	9
Sous-section 1. La violation d'une règle déterminée	9
Sous-section 2. La violation de la norme générale de prudence	11
<b>Section 2. L'élément subjectif de la faute ou la condition d'imputabilité</b>	19
Sous-section 1. La notion	19
§ 1. Première condition : la capacité de discernement	19
§ 2. Deuxième condition : l'absence de faits justificatifs	22
Sous-section 2. Une composante en déliquescence	24
<b>Section 3. La prévisibilité du dommage</b>	32
<b>Conclusion</b>	35
<b>Le dommage et sa réparation : quoi de neuf, Maître ?</b>	37
Bérénice FOSSÉPREZ	
<b>Introduction</b>	37
<b>Section 1. L'action en <i>wrongful life</i></b>	38
Sous-section 1. Un bref état des lieux	38
Sous-section 2. Quoi de neuf, Maître ?	39
§ 1. L'atteinte à un intérêt juridiquement protégé	40
§ 2. La théorie de la différence négative reléguée à l'étape de l'évaluation du dommage	43
§ 3. Une réflexion en trois temps	44

<b>Section 2. L'étendue du recours propre de l'employeur public</b>	46
Sous-section 1. Un bref état des lieux	46
§ 1. Des incohérences internes	47
§ 2. Des incohérences « externes »	50
A. Au regard de la jurisprudence prononcée en matière d'action en <i>wrongful life</i> ?	50
B. Au regard de la jurisprudence prononcée en matière de préjudice par ricochet?	51
Sous-section 2. Quoi de neuf, Maître?	55
§ 1. Une nouvelle entaille dans l'objet du recours direct?	55
§ 2. Le projet de réforme	57
A. L'atteinte à un intérêt juridiquement protégé	57
B. Le dommage par ricochet	58
<b>Section 3. L'état antérieur</b>	60
Sous-section 1. Un bref état des lieux	60
Sous-section 2. Quoi de neuf, Maître?	63
<b>Section 4. L'imputation des provisions</b>	65
Sous-section 1. Un bref état des lieux	65
Sous-section 2. Quoi de neuf, Maître?	67
<b>Section 5. L'indemnisation du préjudice futur</b>	69
Sous-section 1. Un bref état des lieux	69
§ 1. La jurisprudence de la Cour de cassation : une ligne du temps contrastée	70
§ 2. Un essai de synthèse	78
Sous-section 2. Quoi de neuf, Maître?	81
§ 1. Un arrêt de plus à épingler sur la ligne du temps	82
§ 2. Le projet de réforme	84
<b>Conclusion</b>	85

<b>Le lien causal, aujourd'hui et demain</b>	87
Andrea CATALDO et Audrey PÜTZ	
<b>Introduction</b>	87
<b>Section 1. Les théories de la causalité – l'équivalence des conditions, ses apports et ses limites</b>	88
Sous-section 1. L'équivalence des conditions : le principe consacré	89
§ 1. Définition	89
§ 2. Consécration jurisprudentielle et doctrinale	90
§ 3. Consécration dans l'avant-projet de réforme du Code civil	91
§ 4. La problématique des causes suffisantes	91
§ 5. L'alternative légitime et son adéquation avec l'équivalence des conditions	92
Sous-section 2. La causalité adéquate : vers une place légitimée ?	96
§ 1. Le besoin de correctifs induit par l'équivalence des conditions	96
§ 2. La réception actuelle de la causalité adéquate	97
§ 3. Une variante : la causalité efficiente	99
§ 4. L'avant-projet de réforme du Code civil	100
§ 5. Appréciation	101
<b>Section 2. Les difficultés liées à une causalité incertaine</b>	103
Sous-section 1. La perte d'une chance	103
§ 1. Rappel des principes : la perte d'une chance comme dommage réparable	103
§ 2. Conditions	105
§ 3. Difficultés découlant de la référence au dommage réparable	107
§ 4. L'avant-projet de réforme : vers une responsabilité proportionnelle	109
Sous-section 2. La causalité alternative	110
§ 1. La faute collective	110
§ 2. L'incertitude causale face à des faits distincts	111
A. Une hypothèse non solutionnée en droit belge	111
B. L'avant-projet de réforme du Code civil	112
C. Risque d'applications non voulues ?	114
<b>Section 3. Les difficultés liées à la causalité partagée</b>	116
Sous-section 1. Pluralité de responsables	116
§ 1. Fautes concurrentes et faute commune	116
§ 2. Contribution à la dette et incidence de la faute intentionnelle d'un des coresponsables	118

Sous-section 2. Impact de la faute ou du fait de la victime	120
§ 1. Explication générale	120
§ 2. Dommage causé par une personne dont répond la victime	122
§ 3. Exceptions au partage de responsabilité	122
§ 4. Conséquence sur le préjudice par répercussion	123
§ 5. L'obligation de limiter son dommage	125
<b>Conclusion</b>	126
<b>Vers une réforme du droit de la responsabilité civile ?</b>	129
Florence GEORGE	
<b>Introduction</b>	129
<b>Section 1. La structure du Code</b>	132
<b>Section 2. Le droit de la responsabilité civile : fondements, concours et fonctions</b>	133
Sous-section 1. Fondements du droit de la responsabilité civile	133
§ 1. Le nouveau régime de responsabilité à base de risque pour activité dangereuse	133
§ 2. L'intégration des régimes spéciaux	135
Sous-section 2. Relations entre responsabilités contractuelle et extracontractuelle : la question du concours de responsabilités	136
Sous-section 3. Les fonctions du droit de la responsabilité civile	139
<b>Section 3. Les faits générateurs de responsabilité</b>	142
Sous-section 1. La faute	142
§ 1. La définition de la faute	142
§ 2. La capacité de discernement	146
§ 3. Les causes d'exonération de la responsabilité	147
Sous-section 2. Le régime de responsabilité des parents remodelé	148
Sous-section 3. L'insertion d'une nouvelle présomption de responsabilité du fait d'autrui	151
Sous-section 4. Les nouvelles conditions d'application des régimes de responsabilité du fait des choses	153
§ 1. La responsabilité du fait des choses	153
§ 2. La responsabilité du fait des animaux	154
Sous-section 5. Le régime applicable aux personnes morales	155

---

Sous-section 6. La disparition de deux régimes de responsabilité	155
<b>Section 4. Le lien de causalité</b>	156
Sous-section 1. Le maintien aménagé de la théorie de l'équivalence des conditions	156
Sous-section 2. Les causes suffisantes et les hypothèses de pluralité de causes	160
Sous-section 3. La perte d'une chance	160
<b>Section 5. Le dommage et sa réparation</b>	162
Sous-section 1. Le dommage	162
Sous-section 2. Les effets de la responsabilité	166
<b>Section 6. Regard critique sur le projet de réforme : les lacunes et les regrets</b>	171
<b>La réforme du droit de la preuve</b>	179
Florence GEORGE et Jean-Benoît HUBIN	
<b>Introduction</b>	179
<b>Section 1. Les modifications substantielles</b>	183
Sous-section 1. La charge de la preuve	184
Sous-section 2. L'articulation des règles de preuve libre et de preuve réglementée	189
Sous-section 3. La preuve réglementée et l'exigence d'un écrit	190
Sous-section 4. Les exceptions à la preuve réglementée	193
Sous-section 5. Les nouvelles définitions de l'écrit et de la signature	196
Sous-section 6. La prise en compte de l'environnement numérique	202
<b>Section 2. Les modifications ciblées</b>	206
Sous-section 1. Les présomptions légales	206
Sous-section 2. La preuve contre et entre entreprises	207
Sous-section 3. L'élargissement des hypothèses de date certaine	211
Sous-section 4. Aveu non intentionnel et force probante de l'aveu extrajudiciaire	212
Sous-section 5. Les présomptions de fait	213

<b>Section 3. Les clarifications et suppressions</b>	214
Sous-section 1. Renforcement de la sécurité juridique et clarifications	214
Sous-section 2. Les suppressions	215
<b>Section 4. Le droit transitoire</b>	216
<b>Conclusion</b>	219
<b>La charge de la preuve : dix ans d'évolution (2009-2019) et une réforme</b>	221
Virginie RONNEAU	
<b>Section 1. Règles déterminant la charge de la preuve</b>	223
Sous-section 1. État actuel du droit	223
§ 1. Principes	223
§ 2. Le renversement de la charge de la preuve par le juge	229
A. L'évaluation rigoureuse de l'obligation de sécurité des communes en matière de voiries	229
B. La création ou la reconnaissance d'obligations de résultat	230
C. Le rejet de la théorie de la meilleure aptitude à la preuve par la Cour de cassation	237
Sous-section 2. Droit futur	239
<b>Section 2. Degré de preuve</b>	245
Sous-section 1. État actuel du droit	245
§ 1. Principe : l'exigence d'une certitude judiciaire	245
§ 2. Preuve par vraisemblance	247
A. Un principe admis par la Cour de justice de l'UE	247
B. Applications en droit belge	247
Sous-section 2. Droit futur	249
<b>Section 3. Les présomptions légales</b>	251
Sous-section 1. État actuel du droit	251
Sous-section 2. Droit futur	255
<b>Conclusion</b>	256

<b>Obligation d'information précontractuelle : la bonne foi plus actuelle que jamais</b>	259
Nicolas WOUTERS	
<b>Introduction</b>	259
<b>Section 1. Le devoir d'information déduit du principe de bonne foi</b>	265
<b>Section 2. Bonne foi et information précontractuelle en matière d'accords de partenariat commercial</b>	281
Sous-section 1. Le rôle de la bonne foi avant la conclusion de l'accord de partenariat	283
§ 1. La bonne foi peut interdire la communication du projet d'accord ou du document particulier	283
§ 2. La bonne foi peut interdire la communication de plusieurs projets d'accord ou documents particuliers	286
§ 3. La bonne foi peut imposer la communication d'informations complémentaires à celles visées par l'article X.28 du Code de droit économique	287
Sous-section 2. Le rôle de la bonne foi après la conclusion de l'accord de partenariat commercial	291
§ 1. La bonne foi permet de tempérer le caractère automatique des nullités prévues par l'article X.30 du Code de droit économique	291
§ 2. Les sanctions du devoir d'information précontractuel sont applicables en cas d'informations manquantes, incomplètes ou inexactes	295
A. Le consentement surpris par le dol (article 1116 du Code civil)	296
B. Le consentement donné par erreur (article 1110 du Code civil)	298
C. Le consentement vicié par la lésion qualifiée	299
<b>Conclusion</b>	300
<b>Les sanctions qui affectent la formation et l'exécution du contrat : questions choisies</b>	303
Émilie VANSTECHELMAN	
<b>Introduction</b>	303
<b>Section 1. Les fautes précontractuelles</b>	304
Sous-section 1. Rupture abusive des pourparlers	305
§ 1. Principe	305
§ 2. Sanction et dommage réparable	306

Sous-section 2. Le devoir d'information ou de conseil au stade précontractuel	306
§ 1. Concepts	306
§ 2. Fondements	308
§ 3. Avant-contrat et dispositions légales spécifiques	309
§ 4. Sanction	310
§ 5. Obligation de moyens ou de résultat	310
§ 6. Charge de la preuve : les hésitations jurisprudentielles et leurs implications pour le praticien	312
§ 7. Brève application en matière de contrats de vente portant sur un bien pollué	313
§ 8. Brève application en matière de contrats informatiques	315
§ 9. <i>De lege ferenda</i>	316
<b>Section 2. Les sanctions qui affectent la formation du contrat</b>	<b>317</b>
Sous-section 1. Causes de nullité du contrat : rappels	317
Introduction	317
§ 1. Consentement	318
§ 2. Vices de consentement	319
A. L'erreur	319
B. Le dol	322
C. La violence	325
D. La lésion	327
E. La lésion qualifiée	327
Sous-section 2. La sanction de nullité	329
§ 1. Notion	329
§ 2. Caractère judiciaire	330
A. <i>De lege lata</i>	330
B. <i>De lege ferenda</i>	330
§ 3. Nullité absolue et nullité relative	333
A. Distinction	333
B. La jurisprudence européenne – protection du consommateur	335
C. Projet de réforme du Code civil	336
D. La confirmation	336
§ 4. Effets de la nullité	338
A. Effets dans le temps de la nullité : le principe de la rétroactivité	338
B. Les conséquences : les restitutions	338
C. Effets pervers de la nullité	347



<b>Section 3. De quelques sanctions qui affectent l'exécution du contrat</b>	357
Sous-section 1. La caducité de l'obligation par disparition de son objet	358
Introduction	358
§ 1. Notion	359
§ 2. Les conditions d'application	359
§ 3. Les effets de la caducité	361
§ 4. Droit futur	363
Sous-section 2. La théorie de l'imprévision	365
§ 1. Notion	365
§ 2. Différenciation avec des figures juridiques proches	367
§ 3. Rejet de la théorie en droit belge et évolutions jurisprudentielles	367
A. Principe et raisons sous-tendant le rejet de la théorie	367
B. Évolution jurisprudentielle	369
C. Pistes destinées à pallier le rejet de l'imprévision	370
§ 4. Réforme du Code civil	371
Sous-section 3. Un petit mot sur l'agencement et le cumul des sanctions applicables à un manquement contractuel au regard de la proposition de loi	374
<b>Conclusion</b>	376
<b>Le régime général de l'obligation : de la tutelle à l'émancipation</b>	377
Xavier THUNIS	
<b>Section 1. Autonomie du régime général de l'obligation : contexte et portée</b>	378
<b>Section 2. La consécration légale d'un régime général de l'obligation en droit belge</b>	385
Sous-section 1. Conception et structure	385
Sous-section 2. L'ancien et le nouveau : nécessité d'une « certaine » modernisation	389
Sous-section 3. Analyse de deux cas de figure	391
§ 1. Distinction entre les obligations solidaires et <i>in solidum</i>	392
§ 2. Transmission de l'obligation	395
<b>Réflexions finales</b>	400